Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 2 novembre 2026

Vaucluse, le sénateur Lucien Stanzione dénonce la fermeture des classes et la disparition des services publics



Lucien Stanzione, sénateur socialiste, écologiste et Républicain de Vaucluse a interpellé Amélie de Montchalin, ministre de la Transformation et de la fonction publiques sur la fermeture des classes et la disparition des Services publics en Vaucluse. C'était lors de la séance du 17 novembre, dans l'hémicycle.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 2 novembre 2026



Le sénateur Lucien Stanzione

« Fermeture de classes ! Fermeture de bureaux de poste ! de trésoreries ! ou d'établissements de santé comme celui de Roquefraîche dans le Vaucluse… votre Gouvernement opère une véritable casse du service public. Alors que vous vous étiez engagé à ne fermer aucune classe et aucune école rurale sans l'accord du Maire, à la rentrée de septembre, la trajectoire observée est bien différente. »

Le subtil effacement de La Poste

«La réduction des horaires d'accueil voire la fermeture des bureaux de poste comme à Robion sont les signes de l'absence totale de considération des usagers. La fermeture des trésoreries publiques, comme à Langon, Paimpol ou encore Vaison-la-Romaine, et la suppression des 5 700 lits d'hôpitaux, en pleine pandémie, en sont les exemples.»

Que deviennent les aînés face à la dématérialisation ?

«Face à toutes ces disparitions, la seule réponse que vous apportez est la dématérialisation et la création de quelques maisons 'France Services', en sollicitant financièrement les collectivités locales. Cette conception d'une société tournée uniquement vers les hyper-connectés et la concentration des services, sans considération de nos aînés par exemple, n'est pas la nôtre. Expliquez-nous comment vous allez faire, Madame la Ministre, pour répondre

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 2 novembre 2026

concrètement aux besoins quotidiens des usagers ?»



Amélie de Montchalin, Ministre de la transformation et de la fonction publiques

Réponse d'Amélie de Montchalin

«Depuis 2017, de manière constante, ce gouvernement – il le fera encore en 2021, et encore en 2022 – remet des agents publics sur le terrain, que ce soient des policiers, des greffiers ou des enseignants. Il n'y a jamais eu autant d'enseignants dans le premier degré qu'en 2022 ! Nous rouvrons des postes d'agents dans les préfectures et les sous-préfectures, alors qu'entre 2010 et 2017, sous l'effet de la révision générale des politiques publiques (RGPP), puis de l'action d'un gouvernement de gauche, on a constaté une diminution de 35 % du nombre d'agents dans l'État territorial. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 2 novembre 2026

Des postes supplémentaires
« Entre 2021 et 2022, 5 000 postes supplémentaires seront pourvus dans les départements, notamment celui de Carpentras, dans les préfectures, dans les sous-préfectures, dans les communes de tout le pays, et dans tous les endroits où les Français voient des agents de proximité.»

23 espaces France services en Vaucluse
«La politique en faveur des services publics est partenariale de sorte que nous l'assumons aussi avec Jacqueline Gourault et avec les élus, afin de développer des espaces France Services qui sont loin d'être des gadgets. Dans le Vaucluse, on en compte déjà vingt et il y en aura bientôt vingt-trois, soit un par canton, situé à moins de vingt minutes de chaque habitant, qu'il soit âgé ou jeune, pour l'aider à s'orienter dans toutes ses démarches.»

Un programme abondé, en 2022, de 35M€
«Le programme France Services donne des résultats et c'est un succès partenarial. Nous ne sommes pas de ceux qui considèrent que ce que fait l'État est forcément bien et ce que font les élus inévitablement moins bien. Nous estimons au contraire que nous réussissons ensemble. Ce programme, que nous mettons en œuvre avec Jacqueline Gourault et que le budget pour 2022 vient abonder de plus de 35M€, permet à chaque Français d'avoir près de chez lui un soutien. Enfin, je ne suis pas non plus de ceux qui pensent que le numérique est forcément une difficulté. Les Français veulent tout à la fois du numérique et de la proximité. Or nous faisons du très bon numérique… »

Réplique de Lucien Stanzione
«Madame la Ministre, Le service public est l'amortisseur de la crise. Il est l'engagement de la Nation au profit de ses concitoyens, c'est aussi l'égalité sociale. Ce sont les publics les plus fragiles qui subissent la disparition des services de proximité. Le service public contribue à rapprocher les Français avec les institutions et donc avec la démocratie. Dans le cadre du plan de relance et de reprise, où il y a plein de milliards d'euros, votre priorité, Madame la Ministre, doit être le maintien et la création des services publics de proximité pour nos concitoyens.»
MH